

A Lyon, la fin du cauchemar pour Jean-Michel Aulas et son stade des Lumières?

09/10/2013 | 02h21

Les partisans du stade des Lumières sont satisfaits malgré les oppositions, il verra sans doute le jour. Mais le projet n'est-il pas surdimensionné ?

En costume, sans sifflet, le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, a donné le coup d'envoi des travaux du stade des Lumières fin juillet. Soutenant Jean-Michel Aulas et Gérard Collomb, il a salué l'avènement d'un "football durable" dans lequel les clubs financent et possèdent leur stade. Enfin, l'Olympique lyonnais aura bientôt le sien. Jean-Michel Aulas, le président de l'OL, aura rongé son frein et doit avoir du mal à croire que la première grue sera là le 14 octobre. Gilbert Giorgi, président de la Foncière de Montout et membre de la société OL Groupe, jubile :

"Ce n'est plus un rêve, mais une réalité. Les travaux ont démarré fin juillet, dès qu'on a donné l'ordre de service. On a déjà commencé à couler les premières fondations, le toit sera posé fin 2014. En 2015, le stade sera fini."

Une sérénité qui ferait oublier que, dans les starting-blocks depuis 2007, le stade devait être inauguré en 2010. Mais c'était compter sans la fronde d'associations de riverains, les montages financiers complexes et les chamailleries politiciennes. En somme, les couacs habituels dans ce genre de projet, et ce, proportionnellement à leur envergure.

"Nicolas Sarkozy avait donné son aval"

A l'origine, le rêve de grand stade de Jean-Michel Aulas (58 000 places, deux hôtels, un centre de loisirs, des bureaux, 1 000 emplois permanents) soutenu par Gérard Collomb, se trouve englué dans une guerre picrocholine, la droite étant prompte à batailler contre la mairie socialiste. "Dans un premier temps, on a tout fait pour agrandir et réhabiliter Gerland. C'est l'option que je privilégiais, mais il y avait un problème d'accès et de transport et les exigences délirantes de l'UEFA – une taille de siège bien précise par exemple –, nous ont découragés, se souvient Chantal Jouanno, ministre des Sports sous Nicolas Sarkozy. Construire un stade privé est un projet d'inspiration libérale. Et pourtant, au départ, l'UMP locale y était opposée car c'était l'initiative de Gérard Collomb alors qu'au niveau national, Nicolas Sarkozy avait donné son aval." Elle-même ne porte pas le maire socialiste dans son cœur, mais inspirée par le succès de l'Allianz Arena du Bayern Munich, construit pour la Coupe du monde 2006, Chantal Jouanno accorde une déclaration d'intérêt général en mai 2011 pour la construction d'OL Land.

"Le modèle allemand, avec le Bayern Munich qui possède son stade, a fait ses preuves. Sans être de gauche, j'ai estimé que le projet était viable et que si ce stade ne se créait pas, Lyon ne pourrait participer à l'Euro."

Sur le flanc gauche, ce sont les écolos, rejoints par une quinzaine d'associations telles que Carton rouge <<http://carton-rouge-decines.fr/>>, et des altermondialistes, qui se braquent. "On a lancé des évaluations et procédé à un bilan carbone du stade et le résultat était très positif, ce qui est rare pour ce genre de complexe, assure Chantal Jouanno. Il n'y a rien à dire là-dessus, quoi qu'en dise la branche intégriste des Verts, qui était déjà contre les JO à Annecy et à Paris. Les grands projets sportifs sont, pour eux, contraires à l'écologie."

"C'est un gaspillage fou"

En faisant la part belle aux transports doux (parkings vélo, parcs relais, tramway), le projet ne semble pas être une aberration écologique. Par contre, on peut s'interroger sur son envergure et l'artificialisation de la centaine d'hectares de terres agricoles réquisitionnées. "L'Allianz Arena de Munich, c'est 8 hectares car le stade a été construit dans un secteur déjà industrialisé, explique Etienne Tête, élu EE-LV au conseil régional et avocat. OL Land, c'est 50 hectares auxquels s'ajoutent 100 autres impactés par les accès. C'est n'importe quoi, le foot aboutit à un aveuglement. La ligne de tram va servir à peine trente fois par an, c'est un gaspillage fou. Le pire, c'est que Gerland restera mieux desservi que ne le sera le nouveau stade."

Mais la question environnementale n'est pas le seul motif de contestation :

soupçons de collusion entre l'OL Groupe et le Grand Lyon présidé par Gérard Collomb, spéculation immobilière, 160 millions d'euros de dépenses publiques pour servir des intérêts privés, expropriations... Etienne Tête, avocat depuis mai 2011, défend une quarantaine d'expropriés, dont beaucoup d'agriculteurs.

"Au début, il était question de construire le grand stade à Vénissieux, sur un terrain qui appartient à Apollo, un fonds de pension américain, détaille-t-il. Vu que c'étaient des terres privées, ça n'aurait pas fait de vagues. Mais là, ils contraignent des propriétaires agricoles à céder leur terrain à 1 euro le mètre carré, bien en dessous du prix du marché."

Pourtant, le Conseil constitutionnel, n'a rien trouvé à redire

<<http://www.lyoncapitale.fr/Journal/Lyon/Actualite/Dossiers/OL-Land/Stade-de-l-OL-le-Conseil-constitutionnel->

rejette-la-requete-des-proprietaires-fonciers> . “L’autre aberration, reprend Etienne Tête, ce sont les terrains achetés en 2006 par le Grand Lyon pour une dizaine d’euros le mètre carré et bradés à l’OL en 2011 à 40 euros alors qu’ils en valent aujourd’hui presque dix fois plus.” Un accord tacite révélé par Lyon Capitale en 2012 qui n’empêchera pas le tribunal administratif de valider la promesse de vente.

“L’argent du contribuable va favoriser une entreprise privée”

L’utilisation de fonds publics pour l’accessibilité au stade et les transports fâche l’association Canol (Contribuables actifs du Lyonnais) <<http://www.canol.fr/canolpresentatio/index.html>> . “L’argent du contribuable va favoriser une entreprise privée, argue Michel Vergnaud son président. On a saisi la Commission européenne, mais elle n’a toujours pas statué.” “Depuis sept ans, on est habitué aux recours, glisse Gilbert Giorgi, un brin railleur. Le tableau de chasse est impressionnant, on pourrait ouvrir un musée avec toutes nos victoires. De toute façon, le match est plié depuis le 28 mai 2010, date à laquelle la France a obtenu l’organisation de l’Euro 2016.”

Un match plié dans la douleur vu le nombre d’embûches qui ont émaillé le bouclage du financement (près de 405 millions d’euros). Si c’est désormais chose faite, OL Groupe devrait toutefois laisser une marque accoler son nom au stade, afin d’alléger la note. Une interrogation reste en suspens :rsque l’idée a été mise sur la table au mitan des années 2000, l’OL dominait la Ligue 1 et tirait son épingle du jeu sur la scène européenne. Aujourd’hui, le club est endetté, les Gones peinent à jouer les trois premières places et n’ont pas réussi à passer le tour préliminaire de la Ligue des champions. Construire OL Land aujourd’hui paraîtrait presque anachronique. A moins que ce ne soit un tremplin pour mieux repartir.

Alexandre Majirus
Les Inrocks.com